

Les diverses occupations du domaine public routier départemental

Champ d'application

Les présentes règles ont pour but de définir les dispositions administratives et techniques auxquelles est soumis l'exécution de travaux ou chantiers qui mettent en cause l'intégrité du domaine public départemental.

Ces règles s'appliquent à l'installation et à l'entretien de tous les types de réseaux divers et d'ouvrages annexes situés dans l'emprise des voies dont le département est propriétaire qu'il s'agisse de réseaux souterrains ou aériens.

Elles concernent de ce fait les travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées.

Les services de télécommunication et de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz peuvent occuper le domaine public routier en y installant des ouvrages, dans la mesure où cette occupation n'est pas incompatible avec son affectation à la circulation terrestre.

Autorisations préalables

Toute occupation du Domaine Public Routier Départemental doit faire l'objet d'une autorisation du Président du Conseil Général.

Le Domaine Public Routier est affecté à la circulation : toutes les demandes devront être compatibles avec la destination et l'usage de la voie.

Si l'autorisation sollicitée concerne un secteur en agglomération, le Président du Conseil Général recueillera l'avis préalable du Maire.

Les occupants du Domaine Public Routier sont tenus de se conformer aux règlements édictés dans l'intérêt du bon usage et de la conservation de celui-ci. Ils sont responsables de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence et du fonctionnement de leurs ouvrages. Ils sont tenus de prévenir ou faire cesser les troubles ou désordres qui pourraient être occasionnés par leur fait, et doivent mettre en œuvre sans délai les mesures qu'il leur serait enjoint de prendre à cet effet dans l'intérêt du domaine public routier et de la circulation routière.

Toute occupation du Domaine Public Routier Départemental est soumise à redevance, sauf cas d'exonération prévus. Le taux des redevances est fixé par délibération du Conseil Général. (Annexe1)

Le titulaire d'une permission ou d'un contrat d'occupation de la voie publique doit satisfaire à toute demande du gestionnaire tendant à la modification des installations aménagées lorsque le déplacement est nécessaire dans l'intérêt de la circulation et de la voirie, et plus généralement du domaine public, ou en cas de mise en application de règles de sécurité, quelle que soit l'importance des dits travaux, et alors qu'ils n'étaient pas normalement prévisibles lorsque l'occupation du Domaine Public a été autorisée.

L'occupant doit supporter, sans prétendre à indemnité, les charges financières correspondantes.

4.1. Tranchées et ouvrages sous le sol du Domaine Public Routier Départemental.

Tout ouvrage ou dispositif établi dans le sous-sol du Domaine Public Routier Départemental doit être conforme aux dispositions fixées au Titre 5 du présent règlement.

4.2. Aménagement sur le Domaine Public.

La construction de trottoirs, d'aires de stationnement, d'équipements de voirie tels que ralentisseurs, passages piétons surélevés, places traversantes, chicanes, rétrécissements de chaussée, ou autres occupations intéressant la circulation ou modifiant la structure la géométrie ou l'intégrité de la voie, est soumise à une autorisation du Président du Conseil Général, qui recueille l'avis du Maire si les travaux sont situés en agglomération.

Cette autorisation peut revêtir la forme d'une permission de voirie ou d'une convention. Elle peut aussi être accordée dans le cadre d'une concession de Service Public. Elle fixe :

- les caractéristiques géométriques en plan et en altimétrie des ouvrages à réaliser, conformément aux normes en vigueur,
- la nature et les caractéristiques des matériaux,
- les conditions générales d'exécution des travaux (gabarits, l'Arrêté du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique, ralentisseurs ...)
- les conditions de gestion et d'entretien des ouvrages réalisés.

4.3. Les distributions de carburant

4.3.1 Conditions générales



L'autorisation d'installer des distributeurs de carburant ou des pistes pour y donner accès ne peut être accordée que si le pétitionnaire remplit les conditions exigées par la réglementation concernant respectivement l'urbanisme, les installations classées, et la création ou l'extension des installations de distribution de produits pétroliers.

L'autorisation peut revêtir la forme d'une permission de voirie, d'une convention ou elle peut être délivrée dans le cadre d'une concession de service public.

L'autorisation rappellera ou précisera les obligations du bénéficiaire qui devra :

- assurer l'entretien et le maintien en bon état des pistes d'accès et de son installation,
- se conformer aux règles de visibilité et de sécurité inhérentes à la localisation,
- procéder, en cas de suppression de l'installation, aux éventuelles remises en état des lieux telles qu'elles seront définies.

4.3.2 Hors agglomération

AGGLOMÉRATION

Toute installation est interdite dans les carrefours ainsi que dans la zone de dégagement de visibilité de ceux-ci telle qu'elle apparaît dans les plans de dégagement.

Les pistes et bandes d'accélération et de décélération doivent être conçues de manière à permettre aux véhicules d'accéder aux appareils distributeurs sans créer de perturbation importante dans les courants de circulation, et de sortir des lieux de distribution en prenant immédiatement la droite de la chaussée. Elles doivent être construites de façon à résister à la circulation qu'elles auront à supporter, et de telle sorte que les différents écoulements d'eau soient parfaitement assurés. Elles ne doivent jamais couper une piste cyclable. Elles doivent être à sens unique (on ne pourra exceptionnellement déroger à cette règle que dans le cadre de routes à faible trafic).

Aucun accès riverain ne peut être autorisé sur les bandes de décélération et d'accélération : le titulaire de l'autorisation fera son affaire des opérations éventuelles de désenclavement.

Les réserves de stockage doivent être placées en dehors de la chaussée et des accotements (Voir Titre 3-12).

Tous les organes de l'installation (distribution, conduits, robinets...) doivent être parfaitement étanches, disposés de manière à ne pouvoir être manœuvrés que par les personnes habilitées à les utiliser et chargées de leur fonctionnement, et maintenus en bon état d'entretien et de propreté tout comme leurs abords.

Il est interdit au bénéficiaire de l'autorisation d'apposer ou de laisser apposer, sur les distributeurs tout panneau, emblème ou message publicitaire, à moins qu'il s'agisse d'indications relatives à la marque, la qualité ou le prix du carburant mis en vente. Ces indications ne peuvent être portées que sur la surface même des appareils ou sur des pancartes accrochées à ceux-ci et ne dépassant pas sensiblement leur gabarit.

L'enseigne et l'éclairage doivent être disposés de manière à éviter toute confusion avec la signalisation et ne pas être éblouissants.

4.3.3 En agglomération

AGGLOMÉRATION

Des distributeurs fixes peuvent être autorisés en agglomération dès lors que la largeur du trottoir permet la construction d'une piste de stationnement hors chaussée.

Deux conditions doivent être remplies simultanément :

- le trottoir, après rescindement doit conserver une largeur suffisante pour la circulation des piétons (largeur minimale utilisable, l'Arrêté du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique fixe cette largeur à 1.40 mètres).
- les manœuvres d'entrées et sorties de la piste ne doivent causer aucune gêne à la circulation ni créer de dangers liés à la visibilité ou à la sécurité de tous les usagers (en particulier, les installations ne seront pas implantées le long d'un couloir réservé aux transports en commun circulant à contresens).

La piste a des dimensions fixées par autorisation. Elle est limitée par une bordure de trottoir dont l'arête est 0.50 m en avant de la partie la plus saillante des distributeurs. Elle est constituée de façon à résister à la circulation qu'elle doit supporter notamment les camions de ravitaillement de la station. Elle doit être conçue de manière à assurer un bon écoulement des eaux de ruissellement.

Si deux ou plusieurs bornes successives sont autorisées, elles doivent conserver entre elles un intervalle libre d'au moins 2 m. La projection en plan de la borne, socle compris, ne doit pas excéder une section de 0.45 m pour un appareil distribuant un seul carburant, avec deux côtés parallèles à la bordure du trottoir et ne dépassant pas 1 m, les deux autres côtés ne dépassant pas 0.66 m (dans le cas d'appareils distribuant 2 carburants ces dimensions sont portées respectivement à 0.55 m – 1.30 m et 0.66 m). La hauteur de la borne, socle compris, doit être aussi réduite que possible sans jamais excéder 3 m.

La borne doit être éclairée, en tant que de besoin, par un dispositif offrant toutes garanties de sécurité. Elle doit être pourvue d'une ou plusieurs conduites de distribution, consistant chacune en un flexible fixé et attaché le long de la borne en dehors des moments d'emploi. La conduite reliant la borne au réservoir doit être parallèle à la bordure du trottoir, et enterrée à une profondeur minimale de 0.40 m. Les frais de construction et d'entretien de la piste sont à la charge du permissionnaire.

4.3.4 Postes mobiles de distribution de carburant



La distribution de carburant au moyen d'appareils mobiles sur chariots peut être autorisée sous réserve que :

- leurs dimensions, en plan, soient au maximum de 1.00 m sur 0.90 m,
- ils ne soient utilisés que sur des trottoirs d'au moins 2 m de largeur,
- ils ne stationnent près de la bordure du trottoir que pendant la durée du ravitaillement : après chaque opération ils sont rangés contre la façade du magasin du permissionnaire, ou réintégrés dans ce magasin si les besoins de la circulation l'exigent,
- le réservoir doit être solidement assujéti sur le chariot.

4.4. Les voies ferrées particulières



La réalisation dans l'emprise de la voie publique de voies ferrées particulières peut être autorisée, après dépôt d'un dossier de demande, sous la forme d'une permission de voirie, d'une convention, ou être délivrée dans le cadre d'une concession de service public.

La demande d'autorisation d'installation fait l'objet d'une enquête dans les formes de celle préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'arrêté d'autorisation est délivrée par le Président du Conseil Général : il précise les conditions techniques et financières pour la réalisation, l'entretien, la remise en état des lieux en cas de suppression, et la redevance.

Cet arrêté peut être révoqué lorsque l'intérêt public l'exige, ou lorsque le permissionnaire ne remplit pas les obligations techniques ou financières fixées.

4.5. Ouvrages de franchissements souterrains et aériens (Article R131-1 du Code la Voirie Routière).

L'autorisation de réaliser des ouvrages de franchissements souterrains ou aériens doit faire l'objet d'une permission de voirie, d'une convention, ou être délivrée dans le cadre d'une concession de service public.

Les ouvrages souterrains doivent être conformes aux dispositions du titre 5 du présent règlement.

Les ouvrages aériens (câbles, lignes, ouvrages de franchissement tels que ponts, remontées mécaniques ...) sont soumis aux mêmes règles d'autorisation préalable que les ouvrages souterrains. Conformément aux dispositions du Code de la voirie routière, la hauteur libre sous les ouvrages à construire ne doit pas être inférieure, en tout point, à 4.50 m.

Ces dispositions ne préjugent pas des conditions particulières imposées par certains concessionnaires, en particulier pour les lignes de transport d'énergie électrique.

L'occupant reste responsable de tous les dommages ou accidents résultant de l'exploitation et de l'entretien de son ouvrage, et il peut être mis en demeure de procéder, à ses frais, aux travaux reconnus nécessaires dans l'emprise du Domaine Public Routier par le service gestionnaire. A défaut d'exécution dans le délai fixé, ou immédiatement en cas de péril imminent les travaux pourront être exécutés par le service gestionnaire de la voie, aux frais de l'occupant, ou l'utilisation de l'ouvrage pourra être temporairement interdite.

4.6. Dépôts divers

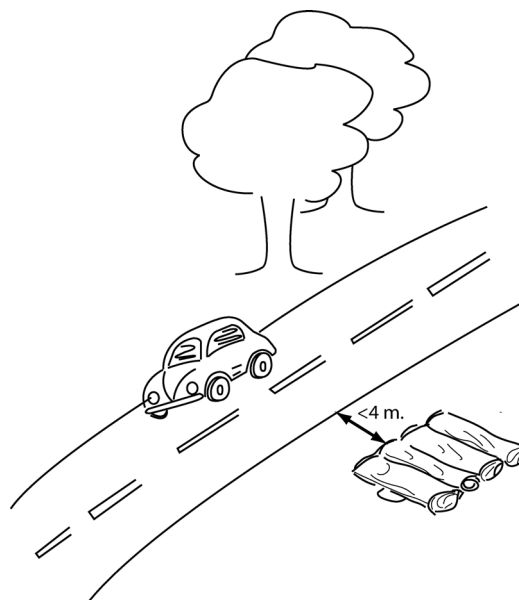
Des dépôts divers peuvent être sollicités, et autorisés, avec occupation du Domaine Public Routier Départemental.

Ces opérations de stockage seront alors réalisées sous l'entière responsabilité des propriétaires de ces matériaux ou produits, qui devront se conformer aux règles de sécurité adaptées à la situation, et veiller au maintien de cette sécurité pendant la durée du dépôt.

L'occupation du Domaine Public Routier Départemental par des dépôts divers ou des installations est soumise aux règles suivantes.

4.6.1 Dépôt de bois

L'installation de dépôts de bois temporaires, destinés à faciliter l'exploitation forestière, peut être autorisée sur le Domaine Public, à l'exclusion de la chaussée, à condition qu'il n'en résulte aucune gêne à la circulation ou à la visibilité et que le maintien en bon état du domaine soit assuré. Cette installation devra être réalisée à une distance minimale de 4 mètres du bord chaussée afin de garantir une zone dite de sécurité (Cf Titre 4.9).



Si des obstacles subsistent dans la zone de sécurité, ils doivent être fragilisés ou isolés par des dispositifs de retenue dont la pose et l'entretien resteront à la charge du pétitionnaire.

Ces dépôts seront strictement limités à une durée et un emplacement bien déterminés, et ils ne devront nuire ni au bon écoulement des eaux ni au libre accès des propriétés riveraines. Les dispositifs adaptés de signalisation et de protection seront mis en œuvre et entretenus durant le stockage, afin de garantir la sécurité de tous les usagers.

Le permis de stationnement précise en outre les conditions de stationnement, de chargement/déchargement des véhicules employés à l'exploitation ; et le cas échéant les limitations de charge de ceux-ci.

En cas de dégradation, le Domaine Public Routier Départemental est remis en état par l'occupant. Après mise en demeure non suivie d'effets, l'Administration du Département fera procéder à cette remise en état, aux frais de l'intéressé : les dépenses correspondantes sont décomptées et recouvrées par voie de titre de perception.

4.6.2 Échafaudages et dépôts de matériaux

Les échafaudages et dépôts de matériaux nécessaires à l'exécution des travaux peuvent être installés ou constitués sur le Domaine Public Routier Départemental aux conditions figurant dans l'autorisation délivrée par l'autorité compétente gestionnaire de la voie. A noter qu'en agglomération quelle que soit la nature de la voie (RN, RD, VC) l'autorisation est donnée par le Maire après consultation du gestionnaire de la voie.

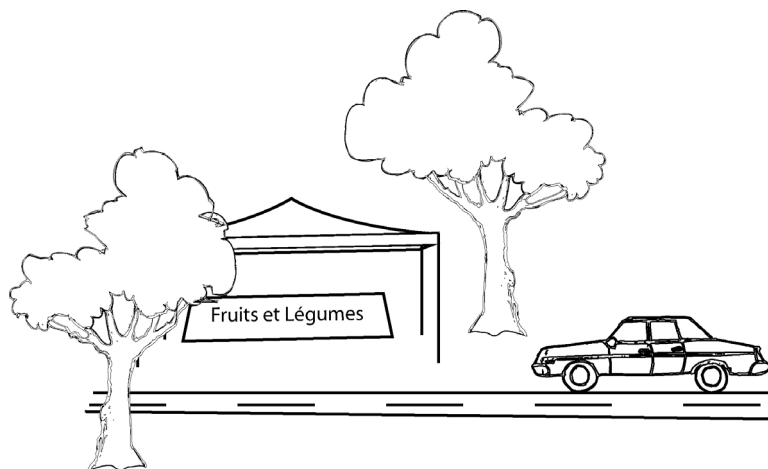
Ils doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux.

Ils doivent être signalés conformément aux prescriptions en vigueur : l'occupant peut être tenu de les entourer d'une clôture et de les éclairer.

La confection de mortier ou de béton est interdite sur la chaussée ; elle peut être tolérée sur les trottoirs ou accotements, à la condition d'être pratiquée sur un dispositif de protection approprié au sol rencontré.

4.7. Point de vente temporaires

En dehors des agglomérations, l'occupation temporaire du Domaine Public Routier Départemental à des fins de vente de produits ou marchandises est interdite sur certaines routes départementales (Annexe 4).



Pour le reste du Domaine Public Routier Départemental l'aménagement des accès nécessaires à l'exploitation des stands de vente ainsi que l'offre de dégustation devra faire l'objet d'une demande de permission de voirie afin de garantir des règles de sécurité.

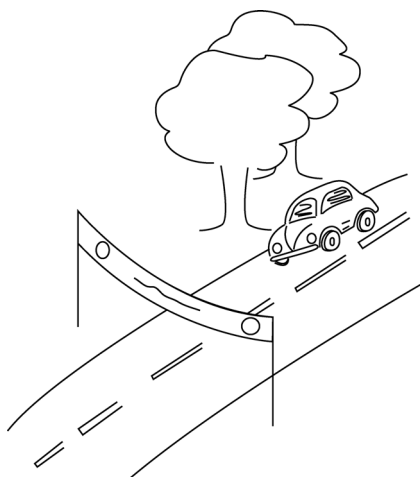
A l'intérieur des agglomérations, l'occupation temporaire du Domaine Public Routier Départemental à des fins de vente de produits ou marchandises est soumise à autorisation du Maire après avis du représentant du Département.

4.8. Publicité – Mobilier urbain (Articles L113-1, L116-2, L131-3 du Code la Voirie Routière et R418-1 à 418-9 du Code de la Route, Décret N°76-148 du 11/02/1976 et Arrêté du 17/01/1983).

Le décret n° 76-148 du 11/02/1976, relatif à la publicité et aux enseignes visibles des voies ouvertes à la circulation publique, et l'arrêté du 17/01/1983 ont intégré les articles au Code de la Route – livre IV, Titre 1^{er} – Chap. VIII (Articles R 418-1 à R 418-9).

En règle générale :

- L'installation de mobilier urbain aménagé ou non pour recevoir de la publicité sur le Domaine Public Routier Départemental est soumis à la délivrance d'une permission de voirie par le Président du Conseil Général. Cette autorisation peut éventuellement faire l'objet d'une convention ou être délivrée dans le cadre d'une concession de service public.



- L'implantation de supports d'enseignes, pré-enseignes, panneaux publicitaires, banderoles surplombant le domaine public est interdit à l'intérieur du domaine public routier départemental
- Conformément à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment son article 9, la hauteur minimale des panneaux au-dessus du sol en agglomération est de 2.30 mètres.

4.9. Implantation de supports en bordure du Domaine Public Routier Départemental

Qu'est qu'un support ? Sous le terme générique de support, se trouvent rassemblés les poteaux électriques et téléphoniques aériennes, les poteaux naturels (bois, métal ou béton) et de dimension différentes.

Ces implantations doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du Président du Conseil Général.

A l'intérieur des agglomérations diverses signalisations peuvent être installées notamment :

- la signalisation directionnelle et touristique qui devra être en cohérence avec le Schéma Directeur Départemental.
- la Signalisation d'Information Locale (SIL).

D'une façon générale, tout projet en agglomération fera l'objet d'une étude par les services techniques du Conseil Général et sera validé par une permission de voirie.

Les conditions techniques de ces implantations sont, dans tous les cas, définies par le gestionnaire qui veillera à ce que l'implantation de poteaux, pylônes, mâts divers, totems, ne crée pas d'obstacles latéraux dangereux, ni ne gêne ou complique l'entretien normal des dépendances du Domaine Public. Elles peuvent faire l'objet d'une convention.

Dans ses aménagement routier, l'Etat applique les recommandations techniques pour la conception générale et la géométrie de la route (document « Aménagement des Routes Principales » du SETRA) qui préconisent qu'une zone de sécurité doit être dépourvue de tout obstacle : plantation de haute tige, support EDF ou autres concessionnaires, têtes de buses, ponceaux non protégés et d'éviter les fossés profonds. Il en sera de même pour le Domaine Public Routier Départemental.

La zone de sécurité hors agglomération doit avoir une largeur (comptée à partir du bord de chaussée) de :

- 7 m en aménagement neuf
- 4 m en aménagement de routes existantes.

Si des obstacles subsistent dans la zone de sécurité, ils doivent être fragilisés ou isolés par des dispositifs de retenue dont la pose et l'entretien resteront à la charge du pétitionnaire.

